

## Communiqué de presse

### Association « Les Mêmes Droits pour Tous »

#### ACA : Advocates for Community Alternatives

### La Compagnie minière Vale-BSG Resources impliquée dans le massacre de Zogota en 2012

Conakry 12 Septembre 2018 – L'ONG « **Les Mêmes Droits pour Tous** » soutenue par ACA, a déposé le Mardi 11 septembre 2018 une plainte auprès du Procureur de la République près le Tribunal de première instance de N'Zérékoré, au nom des victimes des événements de Zogota en Guinée forestière. Cette plainte vise la compagnie minière Vale-BSG Ressources pour sa responsabilité présumée dans les assassinats, arrestations et détentions arbitraires, torture, destruction de biens privés etc. contre les habitants de Zogota.

Dans la nuit du 3 au 4 août 2012 juste après minuit, des éléments des Forces de Sécurité et de Défense guinéennes ont attaqué le village de Zogota en tirant au hasard, tuant 6 habitants, blessant plusieurs, incendiant des habitations, arrêtant et torturant plusieurs autres personnes. «  *Ils sont venus la nuit, tandis que les gens dormaient* » a dit Kpakilé Gnédawolo Kolié, le Président de la communauté, qui est aussi le leader du collectif des victimes du massacre. «  *Nous avons été réveillés par le son de tirs de balles et quand les gens sont sortis voir ce qui se passait, ils ont abattu nos pères et frères* ». Quelques villageois qui ont été arrêtés pendant l'attaque ont été torturés par les soldats qui les taillaient les bras, cous et poignets. Les forces de sécurité ont arbitrairement arrêté et ont torturé des résidents Zoghota avant et après le massacre.

Cette attaque était une répression contre les manifestations de plusieurs communautés locales qui se révoltaient contre les pratiques abusives de la compagnie minière Vale-BSG qui portaient atteinte à leurs droits les plus fondamentaux. Pendant les manifestations, les communautés – dont la communauté de Zogota a été choisie comme leader- ont occupé le site et ont été accusées de destruction de propriété de la compagnie.

Selon les informations collectées par MDT, Vale-BSG Ressources a étroitement collaboré avec les forces de sécurité guinéennes dans le massacre :

- La compagnie a aidé à planifier l'action des forces de sécurité. Les preuves démontrent que l'attaque contre les habitants de Zogota a commencé immédiatement après la réunion entre la hiérarchie de la compagnie, les représentants du gouvernement et les commandants des forces de sécurité.
- L'entreprise a fourni une assistance logistique importante aux forces de sécurité pour la commission des crimes. Selon plusieurs témoignages concordants, l'entreprise auraient ravitaillé en combustible des véhicules des forces de sécurité dans les heures avant l'attaque. Et la compagnie s'est engagée à fournir des véhicules pour arrêter les responsables des manifestations.
- La compagnie a continué à collaborer avec les forces de sécurité même après le massacre. Quelques heures après l'attaque, des témoins du village voisin Mahouon ont dit avoir vu des agents des forces de sécurité dans des véhicules appartenant à la compagnie allant vers Zogota.

Aucune investigation n'a été menée par les autorités guinéennes pour faire la lumière sur les événements de Zogota. Et les forces de sécurité et la compagnie donnent des versions contradictoires des événements. «  *La version officielle est dépourvue de tout sens* » a dit Me Frédéric Foroma Loua, avocat des victimes. «  *La police et l'armée disent que c'était une mission d'arrestation légitime et non une attaque répressive. Et la compagnie affirme n'avoir rien à voir dans cette attaque. Mais, ces dires ne correspondent pas aux preuves collectées sur le terrain* » a dit Jonathan Kaufman le Directeur exécutif de ACA qui appuie MDT dans le combat pour rendre justice aux victimes des événements de Zogota.

MDT avait déjà déposé une plainte au pénal contre 5 responsables des forces de sécurité en 2012 mais aucune suite n'a été donnée à cette plainte. Les personnes citées dans la plainte ont refusé de comparaître devant le juge en charge du dossier. Et la responsabilité de la compagnie n'a jamais fait l'objet d'enquête. «  *Les multinationales ont le devoir de protéger l'humain et les biens au même titre* » a déclaré Jonathan Kaufman.

«  *Six ans après une première plainte déposée contre des agents des forces de l'ordre et de sécurité de la Guinée, force est de constater que l'Etat de la Guinée a failli à son devoir d'enquêter sur les événements de Zogota, de poursuivre les responsables et de rendre justice aux victimes* » a déclaré Frédéric Foroma Loua.

« **Nous exhortons la justice guinéenne à ouvrir au plus vite une information judiciaire pour enquêter sur les événements afin d'établir les responsabilités et de rendre justice aux victimes** » a rajouté Me Pepe Antoine LAMA avocat des victimes.

MDT tient à rappeler que le droit à une justice équitable est un principe fondamental consacré par la constitution guinéenne et les conventions et traités internationaux ratifiés par la Guinée.

Contacts presse:

Guinea: **Foromo Frédéric Loua**, *Président*, Les Mêmes Droits pour Tous  
+224 622 334 619 | [fredericloua@gmail.com](mailto:fredericloua@gmail.com); [mdtguinee@gmail.com](mailto:mdtguinee@gmail.com)  
**Pépé Antoine Lama**, *Avocat*  
+224 664 459 502 | [pepeantoine83@gmail.com](mailto:pepeantoine83@gmail.com)  
**Kpakilé Gnédawolo Kolié**, *Président*, Communauté de Zogota  
+224 660 926 929

International: **Jonathan Kaufman**, *Executive Director*, Advocates for Community Alternatives  
+233 55 555 0377 | [jonathan@advocatesforalternatives.org](mailto:jonathan@advocatesforalternatives.org)

Les Mêmes Droits pour Tous (MDT) est une association pour la défense et la promotion des droits de l'homme. Elle a été créée par des avocats guinéens et de jeunes professionnels du droit pour lutter contre les violations des droits humains en Guinée. MDT a mené une première mission d'enquête à Zogota juste après les événements en 2012 et depuis accompagne et soutient les victimes dans leur quête de justice.

Advocates for Community Alternatives (ACA) est une organisation qui aide les communautés de l'Afrique de l'Ouest menacées ou affectées par les impacts destructifs des industries extractives. ACA travaille avec les communautés pour qu'elles prennent le contrôle de leur futur et œuvre avec elles pour concevoir des programmes de développement durable. ACA est coordinateur d'un réseau d'avocats et autres professionnels appelé PILIWA pour apporter une assistance juridique et judiciaire aux communautés dans le besoin. C'est dans ce cadre que ACA travaille en partenariat avec MDT pour soutenir l'association à fournir une assistance juridique aux victimes de Zogota.